



LA CGT : SYNDICAT DE
LUTTE DEPUIS 1895 !



2025
80 ANS DE LA SÉCU
130 ANS DE LA CGT

« ON L'A FAIT EN ROUMANIE [ANNUEL LES ÉLECTIONS] :
IL FAUDRA ÉVIDEMMENT LE FAIRE EN ALLEMAGNE SI C'EST
NÉCESSAIRE ! » THIERRY BRETON (GROSS FELDMARECHAL)

NRP : au tour des PCE !

Lors du groupe de travail national sur la réorganisation du contrôle fiscal convoqué le 12 novembre 2024, le directeur du contrôle fiscal a expliqué que le bilan des PCE serait nuancé (voir [sur notre site](#))

Dialogue Social à la DGFIP

Il nous est apparu intéressant de rappeler l'état du prétendu « dialogue social » et la situation des agents.
(voir [sur notre site](#))



CURE DE DESINTOX

Selon Patrick Martin, président du MEDEF, les Français seraient « drogués à la dépense publique »... Les Français sont incontestablement champions du monde de consommation de psychotropes mais nettement moins que les entreprises françaises qui caracolent en tête de classement des entités perfusées avec de l'argent public. Depuis 20 ans les aides publiques aux entreprises augmentent 5 fois plus vite que le PIB et 3 fois plus vite que les aides sociales. **200 milliards par an !** La banque de France annonce un triste record de 65.800 faillites pour 2024 et 240.000 emplois menacés. Heureusement **73 milliards de dividendes** ont été versées...



Le CHIFFRE qui TUE ...
760.000 €
Montant du **contrat** pour 300 paires (par an pendant 4 ans !) de **chaussures** d'apparat pour le personnel du 1^{er} sinistre !

Election TPE : CGT 1^{ère} dans l'Aube
Dans l'Aube, la CGT a obtenu 24,15 % des voix. La CFI est derrière avec 19,55 % des voix.

Conseil constitutionnel : Ça tape dans la caisse !

Et pas qu'un peu ! Les « Sages » perçoivent dans la pratique environ 15 000 euros bruts par mois. Dans cette généreuse allocation, il y a 8 500 euros qui seraient un trop perçu entre ce qu'a prévu l'ordonnance organique et la réalité de la rémunération. Et ce n'est pas fini : Marianne Maximi députée LFI, explique que les neuf membres de ce conseil bénéficient d'un avantage fiscal, soit, une partie de leurs indemnités étant exonérées d'impôts.



GMBI ?
La cour des comptes confirme ce que dénonçait la CGT
C'était couru d'avance. Contrairement à la méthode Couet usée jusqu'à la corde par les décideurs publics jetables, le principe de réalité est cruel : mauvaise coordination, coût élevé, sécurisation des données à revoir, campagne public perdue ...
[La suite sur notre site](#)

[La suite sur notre site](#)



2025 : Entre Trump et Macron, sauvé ou dilaté
Depuis une grosse quinzaine d'années, suivant un délirant crescendo, le gouvernement de la France est devenu un monument de trahison. A l'ombre de l'Union Européenne, une ribambelle d'escroqueries majuscules et de stupéfiantes forfaitures en cascade ont conduit le Pays au bord du gouffre. Le régime, à ce stade des dégâts logiquement chancelant, comme en signe de sa mort prochaine a fait prince Justin Bridou.
[La suite sur notre site](#)



LE SOIN DES CADRES ET TECHNICIENS AVEC L'UGICT-CGT



CONTRE LA CASSE DE L'INDUSTRIE, IL FAUT MAINTENIR ET DÉVELOPPER L'EMPLOI QUALIFIÉ !

Près de 300 000 emplois supprimés ou menacés en France : voilà le lourd et désastreux bilan des quelques 286 PSE (Plans de Sauvegarde de l'Emploi) annoncés dans le pays depuis septembre 2023.

Le résultat de choix politiques

Cette catastrophe pour nos emplois, notre industrie, ainsi que notre économie et l'environnement, est le résultat de choix politiques.

- Du gouvernement d'abord, qui par ses politiques "pro business" a multiplié les cadeaux aux entreprises sans contrôle ni contrepartie, au point qu'en 2023, la Cour des comptes estime à plus de 260 milliards d'euros le soutien financier accordé aux entreprises.
- Des directions d'entreprise ensuite, qui mettent en œuvre des stratégies court-termistes pour satisfaire les besoins immédiats des actionnaires, quitte à détruire l'or qu'ils ont entre les mains : l'outil de production et les qualifications des salariées.

Comment ? Par des réorganisations, par le recours à l'IA pour optimiser la production et réduire la masse salariale, par le dumping social et environnemental qu'induisent des choix de délocalisations qui nous concernent toutes et tous.

Alors que les entreprises ont toutes besoin de salariés qualifiés pour faire face à des défis complexes (transition écologique et énergétique, révolution numérique liée à l'IA, conformité aux nouvelles réglementations, etc.), les ingés cadres et techs sont également concernés par cette casse des emplois.

Pour réduire la part des salaires dans les richesses créées par les entreprises, elles cherchent notamment à se débarrasser des salariées expérimentées les plus qualifiées. 80% des cadres seniors sont au chômage en raison d'une décision de l'employeur (dont 16 % dans un contexte de licenciement économique) (Apec, 2023).

D'autres stratégies industrielles existent pourtant, et les ingés, cadres et techs se trouvent au cœur de leur conception.

Mais nos propositions alternatives, qui visent à remettre l'humain au centre de la décision de production, sont la plupart du temps balayées d'un revers de main par les directions d'entreprise. C'est ainsi le cas des ingés, cadres et techniciens de la filière de l'automobile qui ont proposé il y a de cela plusieurs années à leurs entreprises de prendre le virage de la voiture électrique bon marché. Les directions ont refusé ces projets alternatifs et ouvert grand la porte à la concurrence internationale et à la fragilisation de toute la filière de production.

Aujourd'hui, ce sont 66% des cadres qui ne se sentent pas associés à la définition des stratégies de leur entreprise, et 56% qui aspirent à disposer d'un droit de formuler des propositions alternatives sans subir de sanction.

Pour les professions techniques et intermédiaires, ce sont 35% qui estiment ne pas avoir les moyens de fournir un travail de qualité, et ils sont 64 % à déclarer que leur éthique professionnelle rentre régulièrement en contradiction avec les choix et les pratiques de leur employeur (Baromètres Secafi/ViaVoice)

L'Ugict-CGT revendique une stratégie de planification écologique et industrielle avec :

- Un plan d'urgence pour l'investissement productif avec la création d'un pôle public financier ;
- Un plan national de maintien et de relocalisation des outils et emplois industriels, piloté par un État assumant un rôle d'acteur central de l'industrie ;
- Un moratoire sur les licenciements pour sauvegarder les emplois, les qualifications et les compétences ;
- Un retour au tarif réglementé de vente de l'électricité et du gaz pour un juste prix face aux factures dans l'industrie ;
- Des assises de l'industrie et une grande loi pour réindustrialiser le pays et répondre au défi environnemental ;
- La conditionnalité des aides publiques ;
- De réorienter la politique européenne ;
- Pour les salariées qualifiées à responsabilité, de nouveaux droits tels que le droit de refus et de proposition alternative soutenu par 56 % des cadres.



« Combattre la glorification du nazisme, du néonazisme et d'autres pratiques qui contribuent à l'escalade de la modernité »

La résolution A79/456 de l'AG de l'ONU du 17 décembre 2024 condamne une fois de plus la glorification du mouvement nazi et le blanchiment d'anciens membres de l'organisation SS, y compris les unités Waffen-SS reconnues comme criminelles par le tribunal de Nuremberg.

Des inquiétudes sont exprimées quant aux tentatives visant à élever au rang de héros nationaux ceux qui ont combattu contre la coalition anti-hitlérienne pendant la Seconde Guerre mondiale, collaboré avec les nazis et commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

La délégation française a voté ... CONTRE !

Bank(ster) of America

Thierry Breton va intégrer le conseil consultatif international de Bank of America, une activité rémunérée consistant en trois journées de réunion par an.

Notifiée fin octobre par l'intéressé, la Commission européenne a approuvé cette collaboration après analyse du comité d'éthique, selon le document de décision publié sur le site internet de l'institution.

Il a été commissaire au Marché intérieur de 2019 à 2024, avec de larges compétences en particulier sur les dossiers numériques et industriels. Une connaissance des dossiers qui pourrait être utile pour la banque américaine. No comment !!



Lucie, lumière éteinte de la Macronie.

Trois jours seulement après son lancement, Lucie, un projet d'intelligence artificielle française soutenu par l'Etat (prière de ne pas rire), a vu son accès suspendu.

L'argent public pour les copains... Intéressez-vous au PDG de Linagora, [Zapolsky](#) !

World economy



VOUS ÊTES-VOUS DÉJÀ DEMANDÉ CE QUE VOUS AURIEZ FAIT PENDANT LA MONTÉE DU FASCISME ?

VOUS LE FAITES EN CE MOMENT MÊME.

Israel's war against Hamas



Enterrer la gauche

Ici et là on suppute, on se lamente, on vitupère, on voue aux gémonies, on fait des plans sur la comète à propos de la gauche. Avec l'éclatement de fait du NFP avec le rattachement camouflé du PS à Bayrou, on a multiplié les commentaires.

Voir [sur notre site](#)

Effrayé par l'arrivée d'Éric Coquerel à la commission des finances, Bernard Arnault aurait poussé pour que son dossier fiscal soit classifié « secret-défense »

Article de Tom Demars-Granja • 1 j • 4 min de lecture



SE SYNDIQUER !

Pourquoi ? ... parce qu'à la CGT on vous considère comme des acteurs et non comme des consommateurs. Un doute ? Contactez-nous !

NOM :
PRÉNOM :
MEL :

Nous reprendrons contact avec vous ou cliquez directement sur l'image du cadre



Imprimé par la section syndicale
CGT finances publiques de l'Aube
UD CGT 10 / 2A boulevard du 1er RAM
10 000 TROYES
<https://10.cgtfinespubliques.fr>
cgt.ddfip10@dgfip.finances.gouv.fr

